NON AUX EXPULSIONS! RÉQUISITION

Bidonvilles, Squats, logement insalubres, ça suffit! Un toit c'est un droit, un logement pour tous!

La Seine Saint Denis est l'un des départements les plus durement touchés par la crise du logement : logements insalubres, hôtels, marchands de sommeil, bidonvilles, campement...

Près de 50 000 personnes sont demandeuses de logement social. La loi DALO qui prévoit le relogement d'urgence des mal logés n'est pas appliquée, plus de 4 000 ménages, reconnus prioritaires sont toujours en attente.

Le 15 mars, la trêve hivernale se termine, et toujours plus de personnes risquent de se retrouver à la rue, sans solution de relogement ou même d'hébergement car le 115, surchargé, laisse chaque soir près de la moitié de celles et ceux qui l'appellent à la rue...

Plus visibles que d'autres formes de mal-logement, les bidonvilles, principalement habités par des Rroms, migrants d'Europe de l'Est sont depuis deux ans régulièrement expulsés à grand coup de pelleteuses et repoussés de ville en ville.

Les familles rroms, victimes de nombreuses discriminations sont devenues des cibles systématiques, symbole de la violence avec laquelle notre société traite ses habitants les plus précaires.

Pourtant plus de 30 000 logements sont vides dans le département... (chiffres INSEE, 2011)

Face à cette situation, il est urgent de mettre en place une vraie politique publique du logement avec des mesures d'urgence, et des mesures à long terme :

- l'arrêt immédiat des expulsions
- l'application immédiate et massive de la loi de réquisition (logements, locaux, terrains) pour pallier aux situations d'urgence
- l'accès pour tous aux droits fondamentaux (santé, éducation, eau, travail, logement...) et la suppression des mesures discriminatoires comme les mesures transitoires qui font obstacle à l'accès au travail pour les citoyens roumains et bulgares
- l'application de la loi DALO et le respect de la loi d'accueil inconditionnel des sans logis
- l'application de la circulaire du 26 août 2012 concernant les bidonvilles imposant des solutions pour les familles
- La baisse des loyers
- la construction massive de logement social et l'application de la loi SRU obligeant les communes à disposer de 25 % de logement social

MANIFESTATION DÉPARTEMENTALE LE SAMEDI 2 MARS À 10H30

CONFÉRENCE DE PRESSE ET DÉPART DEVANT LA MAIRIE DE SAINT-DENIS, EN DIRECTION DU FORT DE L'EST DONT NOUS DEMANDONS LA RÉQUISITION IMMÉDIATE

à l'appel de : Droit Au Logement (DAL) - Plateforme 93 de soutien aux Rroms vivant en bidonvilles - Réseau Solidarité Logement (Saint-Denis)

avec le soutien des associations et collectifs : Association Rromeurope, CCFD - Terre solidaire de St Denis, Collectif dionysien du Mouvement de la Paix, Collectif de soutien aux familles Rroms de Noisy-le-Grand, Coordination 93 des Sans Papiers, Equipe pastorale Catholique de St Denis, La voix des Rroms, Ligue des Droits de l'Homme 93, Merilin dans notre Ville (Noisy le Sec), Mission Ouvrière Delaunay Belleville, MRAP 93, Réseau 1427 (Saint-Denis), Registre des Citoyens du monde Paris 13, Union locale Solidaires Saint-Denis

et le soutien des organisations : Alternative Libertaire 93, Coordination des groupes anarchistes, FASE Saint-Denis, Front de Gauche Saint-Denis, Gauche Anticapitaliste 93, NPA 93, Parti Socialiste de gauche